

N. 99 — 2840 (99 — 768)

[99/36134]

**8 DECEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering tot uitvoering voor wat de gehandicaptenzorg betreft, van het Vlaams intersectoraal akkoord voor de social-profitsector van 5 mei 1998. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 maart 1999, blz. 8584 (Nederlandse tekst) en blz. 8588 (Franse tekst).

In artikel 8 van het genoemde besluit van de Vlaamse regering moeten de vermeldingen *IVbis* en *11bis* respectievelijk vervangen worden door *IVter* en *11quater*.

---

 TRADUCTION

F. 99 — 2840 (99 — 768)

[99/36134]

**8 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand portant exécution, en ce qui concerne l'aide aux handicapés, de l'accord intersectoriel flamand du 5 mai 1998 pour le secteur de l'économie sociale marchande. — Erratum**

Au *Moniteur belge* du 17 mars 1999, page 8584 (texte néerlandais) et page 8588 (texte français).

Dans l'article 3 de l'arrêté précité du Gouvernement flamand, les mots *IVbis* et *11bis* sont remplacés respectivement par les mots *IVter* et *11quater*.

---

 COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2841

[C — 99/29462]

**3 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983, notamment l'article 6;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 30 et 32;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 16;

Vu le décret du 26 avril 1999 portant confirmation des socles de compétences et modifiant la terminologie relative à la compétence exercée par le Parlement en application des articles 16, 25, 26, 35 et 43 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu l'arrêté du 18 juillet 1994 du Gouvernement de la Communauté française relatif aux titres délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1, notamment l'article 8;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 26 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mars 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 1<sup>er</sup> mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent arrêté, on entend par l'inspection cantonale : l'inspecteur cantonal primaire ou l'inspectrice cantonale primaire.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le certificat d'études de base est délivré par :

1° les établissements d'enseignement primaire, secondaire de plein exercice, spécial primaire et secondaire, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française;

2° le jury d'examen institué par l'article 17 du présent arrêté;

3° le jury d'examen institué par l'article 30 du présent arrêté.

Le certificat d'études de base délivré par les établissements scolaires visé au 1°, est conforme au modèle figurant à l'annexe A du présent arrêté.

Le certificat d'études de base délivré par le jury d'examen visé au 2°, est conforme au modèle figurant à l'annexe B du présent arrêté.

Le certificat d'études de base délivré par le jury d'examen visé au 3°, est conforme au modèle figurant à l'annexe C du présent arrêté.

§ 2. Le certificat correspondant du certificat d'études de base visé à l'article 30 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, est délivré par les établissements d'enseignement de promotion sociale.

**Du certificat délivré par les établissements scolaires visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, et § 2**

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement primaire, chaque année, avant le deuxième vendredi de juin, le directeur ou la directrice d'école établit une liste des élèves inscrits en 6<sup>ème</sup> année primaire et constitue la commission visée à l'article 6.

§ 2. Dans l'enseignement primaire spécial, chaque année, avant le deuxième vendredi de juin, le directeur ou la directrice d'école établit une liste des élèves qui terminent leur scolarité primaire et constitue la commission visée à l'article 6.

§ 3. Dans l'enseignement secondaire, la sanction des études conduisant au certificat d'études de base est de la compétence du conseil de classe visé aux articles 7, 1<sup>er</sup>, et 32, 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire et est délivré conformément aux dispositions des articles 24 et 49 du même arrêté royal.

§ 4. Dans l'enseignement spécial secondaire, la sanction des études conduisant au certificat d'études de base est de la compétence du conseil de classe visé à l'article 11 de l'arrêté royal du 28 juin 1978 portant définition des types et organisation de l'enseignement spécial et déterminant les conditions d'admission et de maintien dans les divers niveaux d'enseignement spécial.

§ 5. Dans l'enseignement de promotion sociale, la sanction des études conduisant au certificat correspondant au certificat d'études de base est de la compétence du conseil des études visé à l'article 32 du décret du 16 avril précité et est délivré conformément à l'article 8 de l'arrêté du 18 juillet 1994 du Gouvernement de la Communauté française relatif aux titres délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.

**Art. 4.** Les articles 5 à 9 ne s'appliquent qu'à l'enseignement primaire et à l'enseignement primaire spécial.

**Art. 5.** Les listes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup> et § 2 comprennent les nom, prénoms, lieu et date de naissance de chaque candidat à la certification ainsi que son adresse et celle des personnes investies de la puissance parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur.

**Art. 6.** Une commission présidée par le directeur ou la directrice est créée par école. Les autres membres de cette commission sont les titulaires des classes concernées par l'attribution du certificat d'études de base. La commission comprend au moins trois personnes, y compris le président. Dans les écoles de très petite taille qui ne peuvent atteindre ce minimum, la commission peut faire appel à des titulaires d'autres classes, à des instituteurs maîtres d'adaptation, à des maîtres d'éducation physique ou à des maîtres de seconde langue. Au besoin, elle peut aussi faire appel à des enseignants extérieurs à l'école, appartenant au même pouvoir organisateur ou, à défaut, au même réseau.

**Art. 7.** Entre le deuxième vendredi de juin et le 20 juin, la commission prépare un dossier par élève comportant la copie des bulletins des deux dernières années de sa scolarité primaire, tels qu'ils ont été communiqués aux parents ainsi qu'un rapport circonstancié du titulaire avec son avis favorable ou défavorable quant à l'attribution du certificat d'études de base à l'élève concerné.

En outre, la commission recueille un exemplaire des épreuves ayant servi aux évaluations dont il a été tenu compte pour l'élaboration des bulletins évoqués au premier alinéa.

Lorsqu'un ou une élève fréquente l'enseignement primaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire. Lorsqu'un ou une élève fréquente l'enseignement primaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins d'une année scolaire, le certificat d'études de base ne peut lui être attribué par l'école. Il ou elle peut cependant obtenir ce certificat par la procédure décrite aux articles 10 à 22 du présent arrêté.

**Art. 8.** Après le 20 juin et avant la fin de l'année scolaire, la commission statue sur l'attribution du certificat d'études de base, au vu du dossier visé à l'article 7 et en conformité avec les socles de compétences tels qu'ils sont déterminés par le décret du 26 avril portant confirmation des socles de compétences et modifiant la terminologie relative à la compétence exercée par le Parlement en application des articles 16, 25, 26, 35 et 43 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. La décision est prise à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. Les élèves retenus reçoivent le certificat visé à l'article 2, 1<sup>er</sup>.

Un procès-verbal des décisions de la commission est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du directeur ou de la directrice et des membres. La liste des élèves ayant obtenu le certificat d'études de base est jointe au procès-verbal.

Le registre et les dossiers des élèves sont conservés dans les archives de l'école durant 10 ans. La liste décrite à l'alinéa 2 est conservée durant 20 ans.

**Art. 9.** Les articles 7 et 8 ne s'appliquent pas aux élèves auxquels le certificat d'études de base est délivré conformément à l'article 2, 2<sup>o</sup>, du présent arrêté.

#### **Du certificat délivré par le jury visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>**

**Art. 10.** Dans chaque canton scolaire est organisé annuellement dans le courant du mois de juin un examen accessible à tous les élèves inscrits en sixième année dans les écoles primaires, organisées ou subventionnées par la Communauté française, ainsi qu'à toute personne âgée de 11 ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen, domiciliée ou scolarisée dans le canton.

**Art. 11.** Au plus tard le 30 avril, l'inspection cantonale avertit par écrit de l'organisation de l'examen:

1<sup>o</sup> toutes les écoles primaires organisées ou subventionnées par la Communauté française dont le siège administratif se situe dans son canton;

2<sup>o</sup> les parents des enfants soumis à l'obligation scolaire, domiciliés dans le canton, qui, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, § 6, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, ont été déclarés comme instruits à domicile et qui sont âgés de 11 ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen.

Les inspecteurs cantonaux concernés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1993 déterminant les conditions auxquelles l'obligation scolaire peut être remplie dans le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française, procèdent de même pour les institutions publiques de protection de la jeunesse.

**Art. 12.** L'inspection cantonale fixe la date limite de rentrée des inscriptions.

L'inscription des candidats se fait :

- 1° de manière collective par les écoles et par les institutions publiques de protection de la jeunesse;
- 2° de manière individuelle par les personnes investies de la puissance parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur.

**Art. 13.** Pour les institutions publiques de protection de la jeunesse à régime fermé, une session annuelle est organisée dans les locaux de l'institution. Une ou deux sessions supplémentaires peuvent être organisées durant l'année si nécessaire.

**Art. 14.** Les candidats âgés de 15 ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen peuvent, à leur demande, bénéficier d'une session d'examen organisée selon les dispositions des articles 23 à 32.

**Art. 15.** Au moins deux semaines avant le début de l'examen, un jury est constitué par l'inspection cantonale. Un jury supplémentaire peut être créé dans un même canton scolaire si le nombre d'inscrits est supérieur à 250 et ainsi de suite par tranche de 250 inscrits.

Plusieurs cantons scolaires relevant d'un même ou de plusieurs ressorts d'inspection principale peuvent se grouper pour organiser l'examen cantonal. Dans ce cas un seul jury est constitué.

**Art. 16.** L'inspection cantonale préside l'unique jury ou l'un des jurys de son canton. Chaque jury supplémentaire est présidé par une personne choisie par l'inspection cantonale en dehors de celles qui sont visées à l'article 17.

L'inspecteur cantonal ou l'inspectrice cantonale ayant la plus grande ancienneté de fonction préside le jury visé à l'article 15, second alinéa.

**Art. 17.** Chaque jury comprend, outre le président:

- 1° six directeurs ou directrices ou instituteurs ou institutrices, choisis de préférence parmi les directeurs et les titulaires des classes dont les élèves participent à l'examen;
- 2° deux professeurs de l'enseignement secondaire inférieur organisé ou subventionné par la Communauté française.

Ce nombre peut être majoré de deux unités par groupe de 50 élèves dépassant le chiffre de 250.

Les membres sont choisis de telle manière que les enseignements officiel et libre soient équitablement représentés. Si des élèves d'une seule de ces catégories d'enseignement participent à l'examen, le jury est composé exclusivement de représentants de cet enseignement.

Pour les sessions d'examen visées à l'article 13, le jury est constitué de l'inspection cantonale du lieu qui assure la présidence, d'un ou de deux autres membres de l'inspection cantonale primaire et d'un ou de deux représentants de l'institution publique de protection de la jeunesse.

**Art. 18.** En dehors des dispositions du présent arrêté et sauf dispositions complémentaires réglées par le Ministre ayant l'éducation dans ses attributions, l'inspection cantonale a la haute direction des opérations au sein de son canton en ce qui concerne l'organisation de l'examen proprement dit et du jury. Les jurys supplémentaires prévus à l'article 16, premier alinéa, se conforment aux instructions générales qu'elle leur communique.

**Art. 19.** L'examen se déroule en 12 périodes de 50 minutes maximum, réparties sur 3 ou 4 demi-journées.

**Art. 20.** L'examen porte sur les matières définies à l'article 16, § 3, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Il comprend quatre épreuves écrites :

- français;
- formation mathématique;
- éveil - formation historique et géographique;
- éveil - initiation scientifique.

Les épreuves de français et de mathématiques sont élaborées en respectant les priorités définies à l'article 16, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret précité.

L'examen est en conformité avec les socles de compétences correspondants déterminés par le décret du 26 avril 1999 cité à l'article 8.

**Art. 21.** Les épreuves de l'examen sont élaborées sous la responsabilité de l'inspection cantonale. Celle-ci élabore les grilles de correction et de notation.

**Art. 22.** A l'issue de l'examen, le jury se réunit pour délibérer. Les décisions sont prises au sein du jury à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. Les candidats retenus reçoivent le certificat visé à l'article 2, 2°.

Un procès-verbal des décisions du jury est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du président et des membres. La liste des candidats ayant obtenu le certificat d'études de base figure également dans le procès-verbal.

Le registre ainsi qu'un exemplaire des épreuves de l'examen sont conservés durant 10 ans dans les archives de l'inspection cantonale. La liste décrite à l'alinéa 2 est conservée durant 20 ans.

#### **Du certificat délivré par le jury visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3°**

**Art. 23.** Dans chaque ressort d'inspection principale est organisé annuellement un examen accessible à toute personne domiciliée dans le ressort, n'étant plus soumise à l'obligation scolaire et ne possédant pas le certificat d'études de base.

**Art. 24.** Au plus tard le 31 octobre, l'inspection cantonale avertit par écrit de l'organisation de l'examen, les organismes d'alphabétisation ou de formation d'adultes, reconnus par la Communauté française et dont le siège administratif se situe dans son canton. Il peut également assurer la publicité de l'examen auprès d'autres organismes et auprès de personnes à titre individuel s'il le juge utile.

**Art. 25.** Les inspecteurs cantonaux d'un même ressort fixent de commun accord, la date limite de rentrée des inscriptions. L'inscription se fait à titre individuel par les candidats eux-mêmes auprès de l'inspection cantonale de leur domicile. Elle est accompagnée:

1° d'un travail écrit produit par le candidat sur un thème qu'il aura choisi librement; 2° d'un rapport décrivant le processus d'élaboration ayant conduit à ce travail écrit.

Le rapport repris au 2° peut avoir été établi conjointement par le candidat et ses formateurs. Ces derniers, ainsi que les autres personnes auxquelles le candidat a fait appel pendant la réalisation de son travail, peuvent y joindre leurs remarques et considérations.

Les documents repris aux 1° et 2° doivent être remis en 3 exemplaires.

**Art. 26.** A la demande de personnes incarcérées qui souhaiteraient obtenir le certificat d'études de base, une session annuelle d'examen est organisée dans un local de la prison où elles sont détenues.

**Art. 27.** Un candidat répondant aux conditions définies à l'article 23 peut, à sa demande, bénéficier d'une session d'examen organisée par les dispositions des articles 10 à 22.

**Art. 28.** L'inspection cantonale peut également organiser des sessions d'examen complémentaires pour répondre à des demandes particulières.

**Art. 29.** Au moins un mois avant l'examen, les inspecteurs cantonaux d'un même ressort se réunissent pour dresser la liste des candidats à l'examen. Un jury d'examen est constitué par ressort d'inspection principale.

**Art. 30.** L'inspecteur cantonal ou l'inspectrice cantonale ayant la plus grande ancienneté de fonction préside le jury. Chaque jury comprend, outre le président, un ou deux autres membres de l'inspection cantonale du ressort. Pour les candidats qui se sont préparés avec l'aide d'une association reconnue par la Communauté française s'occupant d'alphabétisation ou de formation d'adultes, le jury comprendra en outre un ou deux représentants de cette association.

Pour la session d'examen visée à l'article 26, le jury est constitué de l'inspection cantonale du lieu qui assure la présidence, d'un ou de deux autres membres de l'inspection cantonale primaire et d'un ou de deux représentants de l'association reconnue par la Communauté française qui s'occupe d'alphabétisation ou de formation de personnes incarcérées.

Pour les sessions d'examen visées à l'article 28, le jury est constitué de l'inspection cantonale du lieu qui assure la présidence et de deux autres inspecteurs cantonaux primaires.

**Art. 31.** L'examen comprend les épreuves suivantes :

1° le travail écrit remis par le candidat, comme prévu à l'article 25, 1°; 2° une présentation orale de ce travail par le candidat.

Au cours de la présentation orale qui ne peut dépasser 3 périodes de 50 minutes, le jury pose toutes les questions qu'il juge nécessaires pour évaluer :

1° la part personnelle du candidat dans le travail écrit;

2° l'acquisition et l'utilisation dans l'élaboration et la rédaction du travail cité à l'alinéa 2, des compétences de base présentes dans les socles de compétences tels qu'ils sont déterminés par le décret du 26 avril 1999 cité à l'article 8.

**Art. 32.** A l'issue de l'examen, le jury se réunit pour délibérer sur chaque candidat. Il tient compte des prestations aux deux épreuves de manière égale. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. Les candidats retenus reçoivent le certificat visé à l'article 2, 3°.

Un procès-verbal des décisions du jury est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du président et des membres. La liste des candidats ayant obtenu le certificat d'études de base figure également dans le procès-verbal.

Le registre est conservé durant 10 ans dans les archives du canton scolaire de l'inspection cantonale qui a présidé le jury.

#### **Dispositions abrogatoires et finales**

**Art. 33.** L'arrêté royal du 15 juin 1984 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base est abrogé.

**Art. 34.** L'arrêté royal du 15 juin 1984 relatif à l'examen cantonal pour la délivrance du certificat d'études de base - Règlement est abrogé.

**Art. 35.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1999.

**Art. 36.** Le Ministre ayant l'éducation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

Annexe A à l'arrêté du 3 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat de base institué par la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire (article 6)

COMMUNAUTE FRANÇAISE  
CERTIFICAT D'ETUDES DE BASE

Je soussigné(e) (*nom, prénoms et qualité en lettres majuscules*)

.....

chef d'établissement de (*dénomination et adresse complète de l'établissement*)

.....

organisé - subventionné (*biffer la mention inutile*) par la Communauté française certifie que (*nom et prénoms en lettres majuscules*)

.....

né(e) à (*lieu de naissance*) .....

le (*date de naissance : jour - mois - année, en toutes lettres*)

.....

a achevé la ..... (*préciser l'année d'études*)

avec fruit dans cet établissement, le (*date jour - mois - année, en toutes lettres*)

..... (1)

En foi le quoi, le présent certificat lui est délivré.

Fait à (*lieu*) .....

le (*date : jour - mois - année, en toutes lettres*)

.....

Sceau de l'établissement :

Signature du chef d'établissement :

Signature du porteur :

Signature des membres de la Commission : (2)

\_\_\_\_\_

(1) Dans l'enseignement primaire ordinaire, celle-ci ne peut être que la sixième année d'études.

(2) Uniquement pour l'enseignement primaire.

Annexe B à l'arrêté du 3 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat de base institué par la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire (article 6)

COMMUNAUTE FRANÇAISE  
CERTIFICAT D'ETUDES DE BASE

Je soussigné(e) (*nom, prénoms et qualité en lettres majuscules*)

.....

président du jury d'examen établi dans le(s) canton(s) scolaire(s) de

.....

certifie que (*nom et prénoms en lettres majuscules*)

.....

né(e) à (*lieu de naissance*) .....

le (*date de naissance jour, mois, année en toutes lettres*)

.....

a réussi l'examen institué par l'article 10 de l'arrêté du 3 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base,

session de..... (*préciser l'année de l'examen*)

En foi le quoi, le présent certificat lui est délivré.

Fait à (*lieu*) .....

le (*date : jour - mois - année, en toutes lettres*)

.....

Sceau du canton scolaire :

Signature du président du jury :

Signature du porteur :

Signature des membres du jury :

Annexe C à l'arrêté du 3 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat de base institué par la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire (article 6)

COMMUNAUTE FRANÇAISE  
CERTIFICAT D'ETUDES DE BASE

Je soussigné(e) (*nom, prénoms et qualité en lettres majuscules*)

.....

président du jury d'examen établi dans le ressort d'inspection principale de

.....

certifie que (*nom et prénoms en lettres majuscules*)

.....

né(e) à (*lieu de naissance*) .....

le (*date de naissance : jour - mois - année, en toutes lettres*)

.....

a réussi l'examen institué par l'article 23 de l'arrêté du 3 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base,

session de..... (*préciser l'année de l'examen*)

En foi le quoi, le présent certificat lui est délivré.

Fait à (*lieu*) .....

le (*date : jour - mois - année, en toutes lettres*)

Sceau du canton scolaire :

Signature du président du jury :

Signature du porteur :

Signature des membres du jury :

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2841

[C — 99/29462]

**3 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 juni 1983, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op de artikelen 30 en 32;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het decreet van 26 april 1999 houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden en houdende wijziging van de terminologie betreffende de bevoegdheid uitgeoefend door het Parlement met toepassing van de artikelen 16, 25, 26, 35 en 43 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1994 betreffende de door het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1 uitgereikte bekwaamheidsbewijzen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 1 maart 1999 over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 april 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindergelukkig en de gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 1999,

Besluit :

**Artikel 1.** In dit besluit wordt verstaan onder kantonnale inspectie: de kantonnale inspecteur voor het lager onderwijs of de kantonnale inspectrice voor het lager onderwijs.

**Art. 2.** § 1. Het getuigschrift van basisonderwijs wordt uitgereikt door :

1° de inrichtingen voor lager onderwijs, secundair onderwijs met volledig leerplan, lager en secundair buitengewoon onderwijs, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

2° de examencommissie ingesteld bij artikel 17 van dit besluit;

3° de examencommissie ingesteld bij artikel 30 van dit besluit;

Het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt door de bij 1° bedoelde examencommissie is conform bijgaand model in bijlage A van dit besluit.

Het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt door de bij 2° bedoelde examencommissie is conform bijgaand model in bijlage B van dit besluit.

Het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt door de bij 3° bedoelde examencommissie is conform bijgaand model in bijlage C van dit besluit.

§ 2. Het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van basisonderwijs bedoeld bij artikel 30 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt uitgereikt door de inrichtingen voor het onderwijs voor sociale promotie.

**Het getuigschrift uitgereikt door de schoolinrichtingen bedoeld bij artikel 2, § 1, 1°, en § 2**

**Art. 3.** § 1. In het lager onderwijs, stelt de schooldirecteur of -directrice elk jaar vóór de tweede vrijdag van juni een lijst op van de leerlingen die ingeschreven zijn in het 6e jaar van het lager onderwijs en stelt de bij artikel 6 bedoelde commissie samen.

§ 2. In het buitengewoon lager onderwijs, stelt de schooldirecteur of -directrice elk jaar vóór de tweede vrijdag van juni een lijst op van de leerlingen op die hun laatste jaar in het lager onderwijs voltooien en stelt de bij artikel 6 bedoelde commissie samen.

§ 3. In het secundair onderwijs behoort de bekrachtiging van de studies die leiden tot het getuigschrift van basisonderwijs, tot de bevoegdheid van de klasseraad bedoeld bij de artikelen 7, 1° en 32, 1° van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, en wordt dit getuigschrift uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 24 en 49 van hetzelfde koninklijk besluit.

§ 4. In het buitengewoon secundair onderwijs behoort de bekrachtiging van de studies die leiden tot het getuigschrift van basisonderwijs, tot de bevoegdheid van de klasseraad bedoeld bij artikel 11 van het koninklijk besluit van 28 juni 1978 houdende de omschrijving van de types en de organisatie van het buitengewoon onderwijs en vaststellende de toelatings- en behoudsvoorwaarden in de diverse niveaus van het buitengewoon onderwijs.



§ 5. In het onderwijs voor sociale promotie behoort de bekrachtiging van de studies die leiden tot het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van basisonderwijs, tot de bevoegdheid van de studieraad bedoeld bij artikel 32 van het voormeld decreet van 16 april 1991, en wordt dit getuigschrift uitgereikt overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1994 betreffende de door het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1 uitgereikte bekwaamheidsbewijzen.

**Art. 4.** De artikelen 5 tot 9 zijn slechts van toepassing op het lager onderwijs en op het buitengewoon lager onderwijs.

**Art. 5.** De bij artikel 3, § 1 en § 2 bedoelde lijsten bevatten de naam, voornamen, plaats en datum van geboorte van iedere kandidaat voor het getuigschrift alsook zijn adres en dat van de personen die de ouderlijke macht uitoefenen of die de minderjarige in rechte of in feite onder hun bewaring hebben.

**Art. 6.** Een commissie onder het voorzitterschap van de directeur of de directrice wordt voor elke schoolinrichting opgericht. De andere leden van die commissie zijn de titularissen van de klassen die betrokken zijn bij de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs. De commissie bestaat uit ten minste drie personen, de voorzitter inbegrepen. In de scholen van zeer kleine omvang die dat minimum niet kunnen bereiken, kan de commissie een beroep doen op titularissen van andere klassen, op onderwijzers meesters inzake adaptatie, op meesters lichamelijke opvoeding of op meesters tweede taal. Desnoods kan zij ook een beroep doen op leerkrachten van buiten de school, die behoren tot dezelfde inrichtende macht of, bij gebreke daarvan, tot hetzelfde net.

**Art. 7.** Tussen de tweede vrijdag van juni en de 20e juni maakt de commissie een dossier per leerling klaar waarin het afschrift van de schoolrapporten van de laatste twee jaren van zijn lager schoolonderwijs wordt gevoegd, zoals zij aan de ouders werden bezorgd alsook een omstandig verslag van de titularis met zijn gunstig of ongunstig advies over de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs aan betrokken leerling.

Bovendien bezorgt de commissie zich een exemplaar van de proeven die gediend hebben om de evaluaties te maken waarmee rekening werd gehouden voor het opstellen van de schoolrapporten waarvan sprake in lid een.

Wanneer een leerling(e) sedert minder dan twee schooljaren het lager onderwijs volgt georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kan het afschrift van de schoolrapporten van een enkel schooljaar volstaan. Wanneer een leerling(e) sedert minder dan een schooljaar het lager onderwijs volgt georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kan het getuigschrift van basisonderwijs hem (haar) door de school niet worden uitgereikt. Hij of zij kan evenwel dit getuigschrift behalen via de procedure beschreven in de artikelen 10 tot 22 van dit besluit.

**Art. 8.** Na 20 juni en vóór het einde van het schooljaar, neemt de commissie een beslissing over de toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs, gelet op het dossier bedoeld bij artikel 7 en in overeenstemming met het referentiesysteem voor de basisvaardigheden zoals bepaald bij het decreet van 26 april 1999 houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden en houdende wijziging van de terminologie betreffende de bevoegdheid uitgeoefend door het Parlement met toepassing van de artikelen 16, 25, 26, 35 en 43 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. De beslissing wordt bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend. De leerlingen die in aanmerking komen, ontvangen het bij artikel 2, 1° bedoelde getuigschrift.

De notulen, met de handtekening van de directeur of de directrice en van de leden, van de beslissingen van de commissie worden in een register ad hoc opgenomen. De lijst van de leerlingen die het getuigschrift van basisonderwijs hebben behaald, wordt bij de notulen gevoegd.

Het register en de dossiers van de leerlingen worden in het archief van de school gedurende 10 jaar bewaard. De in lid 2 beschreven lijst wordt gedurende 20 jaar bewaard.

**Art. 9.** De artikelen 7 en 8 zijn niet van toepassing op de leerlingen aan wie dit getuigschrift van basisonderwijs wordt uitgereikt overeenkomstig artikel 2, 2° van dit besluit.

#### **Het getuigschrift uitgereikt door de examencommissie bedoeld bij artikel 2, § 1, 2°**

**Art. 10.** In elk schoolkanton wordt er jaarlijks in de loop van juni een examen uitgeschreven waaraan al de leerlingen mogen deelnemen die ingeschreven zijn in het zesde studiejaar van de lagere scholen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, alsook iedereen die ten minste 11 jaar oud is op 31 december van het jaar van het examen, die in het kanton woont of school loopt.

**Art. 11.** Uiterlijk 30 april geeft de kantonale inspectie schriftelijk kennis van de uitschrijving van het examen aan:

1° alle lagere scholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap waarvan de administratieve standplaats zich in het kanton bevindt;

2° de ouders van de leerlingen onderworpen aan de leerplicht, die in het kanton wonen, en die overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, § 6, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht werden aangegeven als leerlingen die een thuisonderwijs volgen en die ten minste 11 jaar oud zijn op 31 december van het jaar van het examen.

De kantonale inspecteurs betrokken bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1993 houdende vaststelling van de wijze waarop kan voldaan worden aan de leerplicht in de groep openbare instellingen voor jeugdbescherming (open en gesloten afdelingen) van de Franse Gemeenschap gaan op dezelfde wijze te werk voor de openbare instellingen voor jeugdbescherming.

**Art. 12.** De kantonale inspectie bepaalt de uiterste datum voor de indiening van de inschrijvingen.

De inschrijving van de kandidaten gebeurt als volgt :

1° collectief, door de scholen en de openbare instellingen voor jeugdbescherming;

2° individueel, door de personen die de ouderlijke macht uitoefenen of de minderjarige in rechte of in feite onder hun bewaring hebben.

**Art. 13.** Voor de openbare instellingen voor jeugdbescherming met gesloten afdeling wordt er een jaarlijkse zitting gehouden in de lokalen van de instelling. Een of twee bijkomende zittingen kunnen zo nodig tijdens het jaar georganiseerd worden.

**Art. 14.** Voor de kandidaten die ten minste 15 jaar oud zijn op 31 december van het jaar van het examen kan er, op hun verzoek, een examenzitting worden georganiseerd volgens de bepalingen van de artikelen 23 tot 32.

**Art. 15.** Ten minste twee weken vóór de aanvang van het examen wordt er een examencommissie door de kantonale inspectie samengesteld. Een bijkomende examencommissie kan opgericht worden in hetzelfde schoolkanton indien er meer dan 250 leerlingen ingeschreven zijn en zo verder per schijf van 250 ingeschrevenen.

Verschillende schoolkantons die afhangen van een of meer hoofdinspectiegebieden kunnen zich groeperen om het kantonnaal examen in te richten. In dat geval wordt er een enkele examencommissie samengesteld.

**Art. 16.** De kantonale inspectie neemt het voorzitterschap waar van de enige examencommissie of van een van de examencommissies van haar kanton. Elke bijkomende examencommissie staat onder het voorzitterschap van een persoon die door de kantonale inspectie wordt gekozen buiten deze die in artikel 17 bedoeld zijn.

Het voorzitterschap van de examencommissie bedoeld bij artikel 15, lid 2 wordt waargenomen door de kantonale inspecteur of inspectrice die de grootste ambtsanciënniteit telt.

**Art. 17.** Buiten de voorzitter bestaat elke examencommissie uit :

1° zes directeurs of directrices of onderwijzers of onderwijzeressen, bij voorkeur gekozen onder de directeurs en de titularissen van de klassen waarvan de leerlingen aan het examen deelnemen;

2° twee leraars van het lager secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Dit aantal kan verhoogd worden met twee eenheden per groep van 50 leerlingen die het cijfer van 250 overschrijdt.

De leden worden zó gekozen dat het officieel onderwijs en het vrij onderwijs billijk vertegenwoordigd zijn. Indien leerlingen van een enkel van die onderwijscategorieën aan het examen deelnemen, bestaat de examencommissie uitsluitend uit vertegenwoordigers van dit onderwijs.

Voor de examenzittingen bedoeld bij artikel 13 bestaat de examencommissie uit de kantonale inspectie van de streek die het voorzitterschap waarneemt, uit een of twee andere leden van de kantonale inspectie van het lager onderwijs en uit een of twee vertegenwoordigers van de openbare instelling voor jeugdbescherming.

**Art. 18.** Buiten de bepalingen van dit besluit en behoudens aanvullende bepalingen geregeld door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort, heeft de kantonale inspectie de hoge leiding over de verrichtingen in haar kanton wat de eigenlijke organisatie van het examen betreft en over de examencommissie. De bijkomende examencommissies bedoeld bij artikel 16, lid een, gedragen zich naar de algemene instructies die de inspectie hen mededeelt.

**Art. 19.** Het examen verloopt in 12 lestijden van maximaal 50 minuten, gespreid over 3 of 4 halve dagen.

**Art. 20.** Het examen heeft betrekking op de leervakken bepaald bij artikel 16, § 3, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Het examen bestaat uit vier schriftelijke proeven :

— Frans

— wiskundige opleiding

— opwekking - opleiding geschiedenis en aardrijkskunde

— opwekking - opleiding wetenschappen

De proeven Frans en wiskunde worden opgesteld in naleving van de prioriteiten bepaald bij artikel 16, § 3, lid 1, van voormeld decreet.

Het examen is conform het overeenstemmende referentiesysteem voor de basisvaardigheden bepaald bij het decreet van 26 april 1999 vermeld bij artikel 8.

**Art. 21.** De proeven van het examen worden opgesteld onder de verantwoordelijkheid van de kantonale inspectie. Deze stelt de verbeteringsroosters en de roosters met de examencijfers op.

**Art. 22.** Op het einde van het examen vergadert de examencommissie om te beraadslagen. De beslissingen worden in de examencommissie met meerderheid van de stemmen genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend. De kandidaten die in aanmerking werden genomen, ontvangen het bij artikel 2, 2°, bedoelde getuigschrift.

De notulen, met de handtekening van de voorzitter en de leden, van de beslissingen van de commissie worden in een register ad hoc opgenomen. De lijst van de leerlingen die het getuigschrift van basisonderwijs hebben behaald, wordt eveneens bij de notulen gevoegd.

Het register alsook een exemplaar van de proeven van het examen worden in het archief van de kantonale inspectie gedurende 10 jaar bewaard. De in lid 2 beschreven lijst wordt gedurende 20 jaar bewaard.

#### **Het getuigschrift uitgereikt door de examencommissie bedoeld bij artikel 2, § 1, 3°**

**Art. 23.** In elk hoofdinspectiegebied wordt er jaarlijks een examen uitgeschreven waaraan iedereen mag deelnemen die in dit gebied woont, die niet meer aan de leerplicht moet voldoen en die het getuigschrift van basisonderwijs niet bezit.

**Art. 24.** Uiterlijk 31 oktober geeft de kantonale inspectie aan de instellingen voor alfabetisering of voor opleiding van volwassenen, erkend door de Franse Gemeenschap en waarvan de administratieve zetel zich in haar kanton bevindt, schriftelijk kennis van de organisatie van het examen. Zij kan eveneens individueel zorgen voor de openbaarheid van het examen bij andere instellingen en bij personen, indien zij dit nodig acht.

**Art. 25.** De kantonale inspecteurs van hetzelfde gebied bepalen in gemeen overleg de uiterste datum voor de indiening van de inschrijvingen. De inschrijving wordt individueel gedaan door de kandidaten zelf bij de kantonale inspectie van hun woonplaats samen met :

- 1° een schriftelijk werk door de kandidaat over een onderwerp naar eigen keuze;
- 2° een verslag met de beschrijving van de evolutie van de opstelling ervan die aanleiding gaf tot dit schriftelijk werk.

Het verslag waarvan sprake in 2° mag gezamenlijk door de kandidaat en zijn opleiders werden opgemaakt. Deze opleiders alsook de andere personen op wie de kandidaat een beroep heeft gedaan tijdens de realisatie van zijn werk, mogen er hun opmerkingen en beschouwingen aan toevoegen.

De in 1° en 2° vermelde documenten moeten in drievoud bezorgd worden.

**Art. 26.** Op het verzoek van opgesloten personen die het getuigschrift van basisonderwijs wensen te behalen, wordt er een jaarlijkse examenzittijd georganiseerd in een lokaal van de strafinrichting waar zij opgesloten zijn.

**Art. 27.** Voor een kandidaat die beantwoordt aan de voorwaarden bepaald bij artikel 23, kan er, op zijn verzoek, een examenzittijd worden georganiseerd volgens de bepalingen van de artikelen 10 tot 22.

**Art. 28.** De kantonale inspectie kan eveneens aanvullende examenzittijden organiseren om te beantwoorden aan particuliere verzoeken.

**Art. 29.** Ten minste een maand vóór het examen, vergaderen de kantonale inspecteurs van eenzelfde gebied om de lijst op te stellen van de kandidaten voor het examen. Er wordt een examencommissie per hoofdinspectiegebied samengesteld.

**Art. 30.** De kantonale inspecteur of de kantonale inspectrice met de grootste ambtsanciënniteit neemt het voorzitterschap van de examencommissie waar. Elke examencommissie bestaat, naast de voorzitter, uit een of twee andere leden van de kantonale inspectie van het gebied. Voor de kandidaten die zich hebben voorbereid met de hulp van een vereniging erkend door de Franse Gemeenschap die zich bezig houdt met alfabetisering of met opleiding van volwassenen bestaat de examencommissie daarenboven uit een of twee vertegenwoordigers van die vereniging.

Voor de examenzittijd bedoeld bij artikel 26 bestaat de examencommissie uit de kantonale inspectie van de streek die het voorzitterschap waarneemt, uit een of twee andere leden van de kantonale inspectie van het lager onderwijs en uit een of twee vertegenwoordigers van de vereniging erkend door de Franse Gemeenschap die zich bezighoudt met alfabetisering of met opleiding van opgesloten volwassenen.

Voor de examenzittijden bedoeld bij artikel 28 bestaat de examencommissie uit de kantonale inspectie van de streek die het voorzitterschap waarneemt en uit twee andere kantonale inspecteurs van het lager onderwijs.

**Art. 31.** Het examen omvat de volgende proeven:

- 1° het schriftelijk werk ingediend door de kandidaat, zoals bepaald bij artikel 25, 1°;
- 2° een mondelinge voordracht van dit werk door de kandidaat.

Tijdens de mondelinge voordracht die niet langer dan 3 periodes van 50 minuten mag duren, stelt de examencommissie al de vragen die zij nodig acht om de evaluatie te maken van:

- 1° het persoonlijk aandeel van de kandidaat in het schriftelijk werk;
- 2° de verwerving en de aanwending, bij het uitwerken en het opstellen van het werk vermeld in lid 2, van de basisbekwaamheden die zich in het referentiesysteem voor de basisvaardigheden bevinden zoals het bepaald is bij het decreet van 26 april 1999 vermeld in artikel 8.

**Art. 32.** Op het einde van het examen vergadert de examencommissie om te beraadslagen over iedere kandidaat. Zij houdt op gelijke wijze rekening met de prestaties tijdens de twee proeven. De beslissingen worden met meerderheid van de stemmen genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend. De kandidaten die in aanmerking werden genomen, ontvangen het bij artikel 2, 3°, bedoelde getuigschrift.

De notulen, met de handtekening van de voorzitter en de leden, van de beslissingen van de examencommissie, worden in een register ad hoc opgenomen. De lijst van de kandidaten die het getuigschrift van basisonderwijs hebben behaald, wordt eveneens bij de notulen gevoegd.

Het register wordt in het archief van het schoolkanton van de kantonale inspectie die het voorzitterschap van de examencommissie heeft waargenomen gedurende 10 jaar bewaard.

#### **Opheffings- en slotbepalingen**

**Art. 33.** Het koninklijk besluit van 15 juni 1984 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs wordt opgeheven.

**Art. 34.** Het koninklijk besluit van 15 juni 1984 betreffende het kantonnaal examen tot uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs - Reglement, wordt opgeheven.

**Art. 35.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999.

**Art. 36.** De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het onderwijs,  
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage A bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, ingesteld bij de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht (artikel 6)

FRANSE GEMEENSCHAP  
GETUIGSCHRIFT VAN BASISONDERWIJS

Ik, ondergetekende (*naam, voornamen en hoedanigheid in hoofdletters*)

.....

hoofd van de inrichting van (*benaming en volledig adres van de inrichting*)

.....

georganiseerd - gesubsidieerd (*doorhalen wat niet past*) door de Franse Gemeenschap

bevestig dat (*naam en voornamen in hoofdletters*)

.....

geboren te (*plaats van geboorte*) .....

op (*datum van geboorte : dag-maand-jaar, voluit schrijven*)

.....

met vrucht het ..... (*het studiejaar nader bepalen*) (1)

in deze inrichting op (*datum : dag-maand-jaar, voluit schrijven*)

.....

heeft voltooid.

Ten blijk waarvan dit getuigschrift hem (haar) wordt uitgereikt.

Gedaan te (*plaats*) .....

op (*datum : dag-maand-jaar, voluit schrijven*)

.....

Stempel van de inrichting :

Handtekening van het hoofd van de inrichting :

Handtekening van de houder :

Handtekening van de leden van de Commissie : (2)

(1) In het gewoon lager onderwijs, kan dat jaar enkel maar het zesde leerjaar zijn.

(2) Enkel voor het lager onderwijs.

Bijlage B bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, ingesteld bij de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht (artikel 6)

FRANSE GEMEENSCHAP  
GETUIGSCHRIFT VAN BASISONDERWIJS

Ik, ondergetekende (*naam, voornamen en hoedanigheid in hoofdletters*)

.....

voorzitter van de examencommissie gevestigd in het (de) schoolkanton(s) van

.....

bevestig dat (*naam en voornamen in hoofdletters*)

.....

geboren te (*plaats van geboorte*) .....

op (*datum van geboorte : dag-maand-jaar, voluit schrijven*)

.....

geslaagd is voor het examen ingesteld bij artikel 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs

zittijd van ..... (het jaar van het examen nader bepalen)

Ten blijke waarvan hem (haar) dit getuigschrift wordt uitgereikt.

Gedaan te (*plaats*) .....

op (*datum : dag-maand-jaar, voluit schrijven*)

.....

Stempel van het schoolkanton :

Handtekening van de voorzitter van de examencommissie :

Handtekening van de houder :

Handtekening van de leden van de examencommissie :

Bijlage C bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, ingesteld bij de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht (artikel 6)

FRANSE GEMEENSCHAP  
GETUIGSCHRIFT VAN BASISONDERWIJS

Ik, ondergetekende (*naam, voornamen en hoedanigheid in hoofdletters*)

.....

voorzitter van de examencommissie gevestigd in het hoofdinspectiegebied van

.....

bevestig dat (*naam en voornamen in hoofdletters*)

.....

geboren te (*plaats van geboorte*) .....

op (*datum van geboorte : dag-maand-jaar, voluit schrijven*)

.....

geslaagd is voor het examen ingesteld bij artikel 23 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs

zittijd van ..... (het jaar van het examen nader bepalen)

Ten blijke waarvan hem (haar) dit getuigschrift wordt uitgereikt.

Gedaan te (*plaats*) .....

op (*datum : dag-maand-jaar, voluit schrijven*)

.....

Stempel van het schoolkanton :

Handtekening van de voorzitter van de examencommissie :

Handtekening van de houder :

Handtekening van de leden van de examencommissie :